

4° landbouwarealen: landbouwarealen in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 44°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 71 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan landbouwers die landbouwarealen bewerken in gebieden met natuurlijke beperkingen of andere specifieke beperkingen op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 3. De Minister stelt de lijst vast van gebieden met natuurlijke beperkingen en gebieden met specifieke beperkingen in het Waalse Gewest, vastgesteld overeenkomstig artikel 32, §§ 3 en 4, van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad.

Art. 4. Om voor de in artikel 2 bedoelde vergoeding in aanmerking te komen, moet de landbouwer een actieve landbouwer zijn in de zin van hoofdstuk 5 van deel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 5. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt:

1° 50 euro voor de eerste twintig ha;

2° 30 euro boven de eerste twintig ha.

De vergoeding is beperkt tot de eerste vijfenzeventig hectaren landbouwarealen.

Er wordt geen vergoeding toegekend indien het bedrag, berekend overeenkomstig het eerste lid, lager is dan 100 euro.

Art. 6. De vergoedingsaanvraag wordt jaarlijks via het verzamelaanvraagformulier ingediend overeenkomstig de artikelen 3, 4 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 7. Het bedrag van de aan een landbouwer toegekende vergoeding wordt berekend op basis van de oppervlakte van de landbouwarealen die hij bewerkt in gebieden met natuurlijke beperkingen of specifieke beperkingen, zoals aangegeven in de verzamelaanvraag en vastgesteld door het betaalorgaan.

Art. 8. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2019 betreffende de toekenning van tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen of specifieke beperkingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2021;

het ministerieel besluit van 24 januari 2019 tot aanwijzing van de gebieden met natuurlijke beperkingen of specifieke beperkingen overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2019 betreffende de toekenning van de tegemoetkomingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen of specifieke beperkingen.

Art. 9. De Minister bevoegd voor landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42312]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes et définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° agriculteur actif : l'agriculteur actif au sens de la partie 2, chapitre 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

3° arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

4° bovins femelles viandeux : les bovins femelles de type racial viandeux conformément à l'article 11, alinéa 2 ;

5° brebis : la brebis âgée de six mois ou plus ;

6° charge en bétail : la charge en bétail au sens de l'article 2, 12°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

7° cheptel : l'ensemble des animaux, par catégorie définie aux sections 2 à 5 du chapitre 3, appartenant aux troupeaux gérés et détenus par un agriculteur, et liés à une unité de production appartenant à l'agriculteur telle qu'enregistrée au SIGeC ;

8° demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;

9° exigences en matière d'identification et d'enregistrement des animaux : les exigences fixées à la partie IV, titre I^{er}, chapitre 2, section 1^{ère}, du règlement (UE) n° 2016/429 du Parlement et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale et celles fixées aux chapitres VI, IX et X, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

10° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

11° règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

12° Sanitel : la base de données informatique de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire visée à l'article 2, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

13° SIGeC : le système intégré de gestion et de contrôle visé au titre II, chapitre I^{er}, section 1^{ère}, du Code wallon de l'Agriculture ;

14° surface fourragère : la surface fourragère déterminée conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique.

15° troupeau : le troupeau au sens de l'article 2, § 2, 12°, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

16° type racial : type viandeux, laitier ou mixte tel qu'attribué à la naissance à un bovin ;

17° unité de production : l'unité visée à l'article D.3, 35°, du Code wallon de l'Agriculture :

18° vache : le bovin femelle ayant déjà vêlé ;

19° vaches laitières : les vaches de type racial laitier conformément à l'article 17, alinéa 2 ;

20° vaches mixtes : les vaches de type racial mixte conformément à l'article 14, alinéa 2.

Art. 2. En application de l'article 33 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs actifs pour :

1° les cultures protéagineuses ;

2° les bovins femelles viandeux ;

3° les vaches mixtes ;

4° les vaches laitières ;

5° les brebis.

Art. 3. Les agriculteurs demandeurs d'aides effectuent annuellement les demandes d'aides couplées au revenu via la demande unique prévue par le chapitre 2 de la partie 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 2. — Aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses

Art. 4. Une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs actifs ayant déclaré l'une des cultures protéagineuses admissibles.

Le Ministre détermine les cultures protéagineuses admissibles à l'aide.

Art. 5. Seules les surfaces agricoles répondant à la définition de l'hectare admissible visée au chapitre 4 de la partie 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, situées sur le territoire de la Région wallonne, sont prises en considération pour déterminer l'aide.

L'aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses est octroyée uniquement pour un minimum d'un demi-hectare admissible par agriculteur.

Art. 6. En application de l'article 32, § 3, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses prend la forme d'un paiement annuel par hectare admissible.

Le Ministre détermine le montant de l'aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses par hectare admissible.

Pour des raisons budgétaires, le montant de l'aide peut être adapté dans les limites prévues par le Ministre, conformément à l'article 102, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

CHAPITRE 3. — Aides couplées au revenu pour les animaux

Section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 7. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par animal admissible, un animal :

1^o respectant les exigences en matière d'identification et d'enregistrement des animaux pendant la période de rétention fixée à l'article 8 ;

2^o détenu par l'agriculteur tout le long de la période de rétention fixée à l'article 8 ;

3^o identifié au moyen de contrôles administratifs ou sur place.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, un animal visé aux sections 2 à 4 remplacé par un autre animal visé aux sections 2 à 4 respecte la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, si les deux animaux sont consécutivement détenus durant la période de rétention.

Art. 8. La période de rétention des animaux s'étend du 1^{er} avril au 30 septembre inclus.

Art. 9. Le nombre maximum d'animaux mentionnés aux articles 12, § 3, 15, § 3, 18, § 3, et 22, § 3, s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire conformément aux conditions prescrites par la partie 2, chapitre 9, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 10. En application de l'article 32, § 3, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, les aides couplées pour les animaux prennent la forme d'un paiement annuel par animal admissible.

Le Ministre détermine, pour chaque aide couplée au revenu pour les animaux établie par le chapitre 3, le montant de l'aide.

Pour des raisons budgétaires, les montants des aides peuvent être adaptés dans les limites prévues par le Ministre, conformément à l'article 102, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Section 2. — Aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux

Art. 11. Une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs actifs détenteurs de bovins femelles viandeux.

Le Ministre détermine les races considérées comme viandeuses ainsi que les animaux issus de croisements admissibles à l'aide aux bovins femelles viandeux.

Art. 12. § 1^{er}. Les bovins femelles viandeux du cheptel, correctement identifiés et tracés dans Sanitel et dont le type racial n'a pas été changé par l'agriculteur, donnent droit à une aide couplée au revenu.

§ 2. L'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux, tels qu'enregistrés dans Sanitel, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1^o le nombre minimum journalier de bovins femelles viandeux admissibles, âgés de minimum dix-huit mois et de maximum cent-vingt mois, observé durant la période de rétention ;

2^o le nombre de vêlages issus d'une mère de type viandeux et recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} octobre de l'année précédant la demande et le 30 septembre de l'année de la demande, multiplié par 1,33 ;

3^o le nombre de veaux nés d'une mère de type viandeux et détenus au moins trois mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} juillet de l'année précédant la demande et le 30 juin de l'année de la demande, multiplié par 3.

§ 3. L'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux est octroyée uniquement pour un minimum de dix bovins femelles admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux est octroyée pour un maximum de cent quarante-cinq bovins femelles admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales conformément à l'article 9.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, lorsque la charge en bétail moyenne de l'exploitation par hectare de surface fourragère est supérieure à la charge en bétail maximale par hectare de surface fourragère fixée par le Ministre, l'aide est octroyée pour le nombre de bovins femelles viandeux calculé dans l'ordre suivant :

1^o multiplication du nombre de bovins femelles viandeux déterminé en application des paragraphes 2 et 3, alinéa 1^{er}, par le rapport entre la charge en bétail maximale fixée et la charge en bétail moyenne de l'exploitation ;

2^o application du paragraphe 3, alinéa 2 au nombre de bovins femelles viandeux déterminé en application du 1^o.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la charge en bétail moyenne est calculée conformément à l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Le Ministre détermine la charge en bétail maximale par hectare de surface fourragère.

Art. 13. Sans préjudice de l'article 12, §§ 3 et 4, le nombre d'animaux donnant droit à une aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux est déterminé annuellement.

Section 3. — Aide couplée au revenu pour les vaches mixtes

Art. 14. Une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs actifs détenteurs de vaches mixtes.

Le Ministre détermine les races considérées comme mixtes et les animaux issus de croisements admissibles à l'aide aux vaches mixtes.

Art. 15. § 1^{er}. Les vaches de type mixte du cheptel, correctement identifiées et tracées dans Sanitel et dont le type racial n'a pas été changé par l'agriculteur, donnent droit à une aide couplée au revenu.

§ 2. L'aide couplée au revenu pour les vaches mixtes, telles qu'enregistrées dans Sanitel, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1^o le nombre minimum journalier de vaches mixtes admissibles observé pendant la période de rétention ;

2^o le nombre des vêlages issus d'une mère de type mixte et recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} octobre de l'année précédant la demande et le 30 septembre de l'année de la demande ;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type mixte et détenus au moins trois mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} juillet de l'année précédent la demande et le 30 juin de l'année de la demande, multiplié par 2.

§ 3. L'aide couplée au revenu pour les vaches mixtes est octroyée uniquement pour un minimum de dix vaches mixtes admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide couplée au revenu pour les vaches mixtes est octroyée pour un maximum de cent vaches mixtes admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales conformément à l'article 9.

Art. 16. Sans préjudice de l'article 15, § 3, le nombre d'animaux donnant droit à une aide couplée au revenu pour les vaches mixtes est déterminé annuellement.

Section 4. — Aide couplée au revenu pour les vaches laitières

Art. 17. Une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs détenteurs de vaches laitières.

Le Ministre détermine les races considérées comme laitières et les animaux issus de croisements admissibles à l'aide aux vaches laitières.

Art. 18. § 1^{er}. Les vaches laitières du cheptel, correctement identifiées et tracées dans Sanitel et dont le type racial n'a pas été changé par l'agriculteur, donnent droit à une aide couplée au revenu.

§ 2. L'aide couplée au revenu pour les vaches laitières, telles qu'enregistrées dans Sanitel, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1° le nombre minimum journalier de vaches laitières admissibles observé durant la période de rétention ;

2° le nombre de vêlages issus d'une mère de type laitier et recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} octobre de l'année précédent la demande et le 30 septembre de l'année de la demande ;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type laitier et détenus au moins trois mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1^{er} juillet de l'année précédent la demande et le 30 juin de l'année de la demande, multiplié par 10.

§ 3. L'aide couplée au revenu pour les vaches laitières est octroyée uniquement pour un minimum de dix vaches laitières admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide couplée au revenu pour les vaches laitières est octroyée pour un maximum de cinquante vaches laitières admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales conformément à l'article 9.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 18, § 3, le nombre d'animaux donnant droit à une aide couplée au revenu pour les vaches laitières est déterminé annuellement.

Section 5. — Aide couplée au revenu pour les brebis

Art. 20. Une aide couplée au revenu est octroyée aux agriculteurs actifs détenteurs de brebis.

Art. 21. Outre les conditions visées à l'article 7, une brebis est admissible si elle est déclarée dans la demande unique.

Art. 22. § 1^{er}. Les brebis du cheptel donnent droit à une aide couplée au revenu.

L'agriculteur fournit à la demande de l'organisme payeur, la preuve de rétention des brebis durant la période de rétention, au moyen de l'application informatisée d'enregistrement des animaux mise à disposition par l'administration.

Les périodes d'encodage des ovins dans l'application informatisée sont fixées par le Ministre.

§ 2. L'aide couplée au revenu pour les brebis est déterminée en prenant le nombre minimum journalier de brebis admissibles détenues durant la période de rétention.

§ 3. L'aide couplée au revenu pour les brebis est octroyée uniquement pour un minimum de trente brebis admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide couplée au revenu pour les brebis est octroyée pour un maximum de quatre cents brebis admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales conformément à l'article 9.

Art. 23. Sans préjudice de l'article 22, § 3, le nombre de brebis donnant droit à une aide couplée au revenu pour les brebis est déterminé annuellement.

L'aide couplée aux brebis n'est en aucun cas octroyée pour un nombre de brebis supérieur à celui qui est indiqué dans la demande unique.

Si le nombre de brebis déclarées dans la demande unique est supérieur au nombre de brebis admissibles à la suite de contrôles administratifs ou de contrôles sur place, le montant de l'aide couplée au revenu pour les brebis est calculé sur la base du nombre de brebis admissibles.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 24. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 et du 2 février 2017 ;

2° l'arrêté ministériel du 7 mai 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, modifié par les arrêtés ministériels du 17 décembre 2015, du 2 février 2017 et du 27 novembre 2017.

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 26. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42312]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 7. Mai 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Gemeinsame Bestimmungen und Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° aktiver Landwirt: der aktive Landwirt im Sinne von Teil 2 Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

4° weibliche Rinder des Fleischtyps: weibliche Rinder der Fleischrasse gemäß Artikel 11 Absatz 2;

5° Mutterschaf: das mindestens sechs Monate alte Mutterschaf;

6° Tierbesatz: der Tierbesatz im Sinne von Artikel 2 Ziffer 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

7° Viehbestand: die Gesamtheit der Tiere der in den Abschnitten 2 bis 5 des Kapitels 3 definierten Kategorien, die zu den von einem Landwirt verwalteten und gehaltenen Herden gehören und die mit einer dem Landwirt gehörenden Produktionseinheit verbunden sind, wie sie im InVeKoS-System registriert ist;

8° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

9° Anforderungen in Bezug auf die Identifizierung und Registrierung von Tieren: die Anforderungen gemäß Teil IV Titel I Kapitel 2 Abschnitt 1 der Verordnung (EU) 2016/429 des Parlaments und des Rates vom 9. März 2016 zu Tierseuchen und zur Änderung und Aufhebung einiger Rechtsakte im Bereich der Tiergesundheit sowie die Anforderungen gemäß Kapitel VI, IX und X des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Hufieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln;

10° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

11° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanziierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

12° Sanitel: die elektronische Datenbank der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette, die in Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln genannt wird;

13° InVeKoS: das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsysteem nach Titel II Kapitel I Abschnitt 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

14° Futterfläche: die gemäß Artikel 18 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft bestimmte Futterfläche;

15° Herde: die Herde im Sinne von Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 12 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln;

16° Rassetyp: Fleisch-, Milch- oder Mischtyp, der dem Rind bei der Geburt zugewiesen wurde;

17° Produktionseinheit: die Einheit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 35 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

18° Kuh: weibliches Rind, das bereits gekalbt hat;

19° weibliche Rinder des Milchtyps: die weiblichen Rinder der Milchrasse gemäß Artikel 17 Absatz 2;

20° weibliche Rinder des Mischtyps: die weiblichen Rinder der Mischrasse gemäß Artikel 14 Absatz 2.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 33 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird den aktiven Landwirten eine gekoppelte Einkommensstützung für die folgenden Kategorien gewährt:

1° Eiweißpflanzen;

2° weibliche Rinder des Fleischtyps;

3° Kühe des Mischtyps;

4° Kühe des Milchtyps;

5° Mutterschafe.

Art. 3 - Landwirte, die Beihilfen beantragen, stellen die Anträge auf gekoppelte Einkommensstützungen jährlich über den Sammelantrag gemäß Kapitel 2 des Teils 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

KAPITEL 2 — Gekoppelte Einkommensstützung für Eiweißpflanzen

Art. 4 - Eine gekoppelte Einkommensstützung wird aktiven Landwirten gewährt, die eine der beihilfefähigen Eiweißpflanzen angegeben haben.

Der Minister bestimmt die beihilfefähigen Eiweißpflanzen.

Art. 5 - Bei der Bestimmung der Beihilfe werden nur landwirtschaftliche Flächen berücksichtigt, die der Definition der beihilfefähigen Hektarfläche gemäß Kapitel 4 des Teils 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 entsprechen und sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden.

Die gekoppelte Einkommensstützung für Eiweißpflanzen wird nur für mindestens einen halben Hektar beihilfefähige Fläche pro Landwirt gewährt.

Art. 6 - In Anwendung von Artikel 32 Paragraph 3 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die gekoppelte Einkommensstützung für Eiweißpflanzen in Form einer jährlichen Zahlung pro beihilfefähige Hektarfläche gewährt.

Der Minister legt die Höhe der gekoppelten Einkommensstützung für Eiweißpflanzen pro beihilfefähige Hektarfläche fest.

Der Betrag der Beihilfe kann innerhalb der vom Minister vorgesehenen Grenzen gemäß Artikel 102 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aus Haushaltsgründen angepasst werden.

KAPITEL 3 — Gekoppelte Einkommensstützungen für Tiere

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. 7 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gilt ein Tier als beihilfefähig insofern:

1° es die Anforderungen in Bezug auf die Identifizierung und Registrierung von Tieren während des in Artikel 8 festgelegten Haltungszeitraums einhält;

2° es während der gesamten Dauer des in Artikel 8 festgelegten Haltungszeitraums vom Landwirt gehalten wird;

3° es durch Verwaltungs- oder Vor-Ort-Kontrollen identifiziert wird.

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 erfüllt ein in den Abschnitten 2 bis 4 genanntes Tier, das durch ein anderes in den Abschnitten 2 bis 4 genanntes Tier ersetzt wurde, die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung, wenn beide Tiere während des Haltungszeitraums nacheinander gehalten werden.

Art. 8 - Der Haltungszeitraum der Tiere erstreckt sich vom 1. April bis zum 30. September einschließlich.

Art. 9 - Die Höchstanzahl Tiere nach Artikel 12 Paragraf 3, Artikel 15 Paragraf 3, Artikel 18 Paragraf 3 und Artikel 22 Paragraf 3 wird auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder Einbringungen in die Tätigkeit des Partners gemäß den in Teil 2 Kapitel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgeschriebenen Bedingungen angewandt.

Art. 10 - In Anwendung von Artikel 32 Paragraf 3 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 werden die gekoppelten Stützungen für Tiere in Form einer jährlichen Zahlung pro beihilfefähiges Tier gewährt.

Der Minister bestimmt für jede durch Kapitel 3 festgelegte gekoppelte Einkommensstützung für Tiere die Höhe der Beihilfe.

Die Beträge der Beihilfen können innerhalb der vom Minister vorgesehenen Grenzen gemäß Artikel 102 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aus Haushaltsgründen angepasst werden.

Abschnitt 2 — Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps

Art. 11 - Den aktiven Landwirten, die weibliche Rinder des Fleischtyps halten, wird eine gekoppelte Einkommensstützung gewährt.

Der Minister bestimmt, welche Rassen als Fleischrassen gelten sowie die aus Kreuzungen hervorgehenden Tiere, die für die Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps zulässig sind.

Art. 12 - § 1. Weibliche Rinder des Fleischtyps im Viehbestand, die ordnungsgemäß in Sanitel identifiziert sind und zurückverfolgt werden können und deren Rassetypr nicht vom Landwirt geändert wurde, geben Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung.

§ 2. Die gekoppelte Einkommensstützung für die in Sanitel registrierten weiblichen Rinder des Fleischtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestzahl an beihilfefähigen weiblichen Rindern des Fleischtyps im Alter von mindestens achtzehn und höchstens hundertzwanzig Monaten, die während des Haltungszeitraums beobachtet wurde;

2° die Anzahl der Kalbungen einer Mutterkuh des Fleischtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts erfasst wurden, mal 1,33;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Fleischtyps stammen und während wenigstens drei aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts gehalten wurden, mal 3.

§ 3. Die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps wird erst ab einer Mindestanzahl von zehn beihilfefähigen weiblichen Rindern pro Landwirt gewährt.

Die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps wird für eine Höchstanzahl von einhundertfünfundvierzig beihilfefähigen weiblichen Rindern pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen gemäß Artikel 9 gewährt.

§ 4. Wenn der durchschnittliche Tierbesatz des Betriebs pro Hektar Futterfläche höher ist als der vom Minister festgelegte maximale Tierbesatz pro Hektar Futterfläche, wird die Beihilfe abweichend von Paragraf 2 und 3 für die in folgender Reihenfolge berechnete Anzahl der weiblichen Rinder des Fleischtyps gewährt:

1° Multiplikation der in Anwendung von Paragraf 2 und 3 Absatz 1 bestimmten Anzahl weiblicher Rinder des Fleischtyps mit dem Verhältnis zwischen dem festgesetzten maximalen Tierbesatz und dem durchschnittlichen Tierbesatz des Betriebs;

2° Anwendung von Paragraf 3 Absatz 2 auf die in Anwendung von Ziffer 1 bestimmte Anzahl weiblicher Rinder des Fleischtyps.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird der durchschnittliche Tierbesatz gemäß Artikel 28 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 berechnet.

Der Minister legt den maximalen Tierbesatz pro Hektar Futterfläche fest.

Art. 13 - Unbeschadet von Artikel 12 Paragraf 3 und 4 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps gibt, jährlich bestimmt.

Abschnitt 3 — Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Mischtyps

Art. 14 - Den aktiven Landwirten, die Kühe des Mischtyps halten, wird eine gekoppelte Einkommensstützung gewährt.

Der Minister bestimmt, welche Rassen als Mischrassen gelten sowie die aus Kreuzungen hervorgehenden Tiere, die für die Beihilfe für weibliche Rinder des Mischtyps zulässig sind.

Art. 15 - § 1. Weibliche Rinder des Mischtyps im Viehbestand, die ordnungsgemäß in Sanitel identifiziert sind und zurückverfolgt werden können und deren Rassetypr nicht vom Landwirt geändert wurde, geben Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung.

§ 2. Die gekoppelte Einkommensstützung für die in Sanitel registrierten weiblichen Rinder des Mischtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestzahl an beihilfefähigen weiblichen Rindern des Mischtyps, die während des Haltungszeitraums beobachtet wurde;

2° die Anzahl der Kalbungen einer Mutterkuh des Mischtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, im Betrieb des Landwirts erfasst wurden;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Mischtyps stammen und während wenigstens drei aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts gehalten wurden, mal 2.

§ 3. Die gekoppelte Einkommensstützung für Kühe des Mischtyps wird erst ab einer Mindestanzahl von zehn beihilfefähigen Kühen des Mischtyps pro Landwirt gewährt.

Die gekoppelte Einkommensstützung für Kühe des Mischtyps wird für eine Höchstanzahl von hundert beihilfefähigen Kühen des Mischtyps pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen gemäß Artikel 9 gewährt.

Art. 16 - Unbeschadet von Artikel 15 Paragraf 3 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Mischtyps gibt, jährlich bestimmt.

Abschnitt 4 — Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Milchtyps

Art. 17 - Den Landwirten, die Kühe des Milchtyps halten, wird eine gekoppelte Einkommensstützung gewährt.

Der Minister bestimmt, welche Rassen als Milchrassen gelten sowie die aus Kreuzungen hervorgehenden Tiere, die für die Beihilfe für weibliche Rinder des Milchtyps zulässig sind.

Art. 18 - § 1. Weibliche Rinder des Milchtyps im Viehbestand, die ordnungsgemäß in Sanitel identifiziert sind und zurückverfolgt werden können und deren Rassetypr nicht vom Landwirt geändert wurde, geben Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung.

§ 2. Die gekoppelte Einkommensstützung für die in Sanitel registrierten weiblichen Rinder des Milchtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestzahl an beihilfefähigen weiblichen Rindern des Milchtyps, die während des Haltungszeitraums beobachtet wurde;

2° die Anzahl der Kalbungen einer Mutterkuh des Milchtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, im Betrieb des Landwirts erfasst wurden;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Milchtyps stammen und während wenigstens drei aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts gehalten wurden, mal 10.

§ 3. Die gekoppelte Einkommensstützung für Kühe des Milchtyps wird erst ab einer Mindestanzahl von zehn beihilfefähigen Kühen des Milchtyps pro Landwirt gewährt.

Die gekoppelte Einkommensstützung für Kühe des Milchtyps wird für eine Höchstanzahl von fünfzig beihilfefähigen Kühen des Milchtyps pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen gemäß Artikel 9 gewährt.

Art. 19 - Unbeschadet von Artikel 18 Paragraf 3 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Milchtyps gibt, jährlich bestimmt.

Abschnitt 5 — Gekoppelte Einkommensstützungen für Mutterschafe

Art. 20 - Den aktiven Landwirten, die Mutterschafe halten, wird eine gekoppelte Einkommensstützung gewährt.

Art. 21 - Neben den in Artikel 7 genannten Bedingungen ist ein Mutterschaf beihilfefähig, wenn es im Sammelantrag angegeben wird.

Art. 22 - § 1. Mutterschafe im Viehbestand geben Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung.

Der Landwirt erbringt auf Anfrage der Zahlstelle mit Hilfe der von der Verwaltung zur Verfügung gestellten elektronischen Anwendung für die Registrierung von Tieren den Nachweis, dass die Mutterschafe während des Haltungszeitraums im Betrieb gehalten wurden.

Die Zeiträume für die Eintragung der Schafe in die elektronische Anwendung werden vom Minister festgelegt.

§ 2. Die gekoppelte Einkommensstützung für Mutterschafe wird bestimmt, indem die tägliche Mindestzahl der während des Haltungszeitraums gehaltenen beihilfefähigen Mutterschafe berücksichtigt wird.

§ 3. Die gekoppelte Einkommensstützung für Mutterschafe wird erst ab einer Mindestanzahl von dreißig beihilfefähigen Mutterschafen pro Landwirt gewährt.

Die gekoppelte Einkommensstützung für Mutterschafe wird für eine Höchstanzahl von vierhundert beihilfefähigen Mutterschafen pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen gemäß Artikel 9 gewährt.

Art. 23 - Unbeschadet von Artikel 22 Paragraf 3 wird die Anzahl Mutterschafe, die Anspruch auf eine gekoppelte Einkommensstützung für Mutterschafe gibt, jährlich festgelegt.

Die gekoppelte Stützung für Mutterschafe wird in keinem Fall für eine höhere als die im Sammelantrag angegebene Anzahl von Mutterschafen gewährt.

Sollte sich infolge von Verwaltungskontrollen oder Vor-Ort-Kontrollen herausstellen, dass die Zahl der im Sammelantrag angegebenen Mutterschafe höher ist als die Zahl der beihilfefähigen Mutterschafe, so wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für Mutterschafe auf der Grundlage der Anzahl der beihilfefähigen Mutterschafe berechnet.

KAPITEL 4 — Schlussbestimmungen

Art. 24 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 und vom 2. Februar 2017;

2° der Ministerielle Erlass vom 7. Mai 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 17. Dezember 2015, 2. Februar 2017 und vom 27. November 2017.

Art. 25 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 26 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTUEN

[C – 2023/42312]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gekoppelde steun aan eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsonderhoud (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241 en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Gemeenschappelijke bepalingen en definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;

2° actieve landbouwer : de actieve landbouwer in de zin van deel 2, hoofdstuk 5, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023;

3° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 inzake gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

4° vrouwelijke vleesrunderen : vrouwelijke runderen van het vleesrastype vrouwelijke runderen van het vleesrastype overeenkomstig artikel 11, tweede lid ;

5° schaap: het schaap van zes maanden of ouder;

6° veebezetting : de veebezetting in de zin van artikel 2, 12°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

7° veestapel: alle dieren, per categorie gedefinieerd in de afdelingen 2 tot en met 5 van hoofdstuk 3, die behoren tot het beslag dat door een landbouwer wordt beheerd en gehouden en dat verbonden is met een productie-eenheid van de landbouwer zoals geregistreerd in het GBCS;

8° verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

9° identificatie- en registratievoorschriften voor dieren : de voorschriften in deel IV, titel I, hoofdstuk 2, afdeling 1, van Verordening (EU) 2016/429 van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 2016 betreffende overdraagbare dierziekten en tot wijziging en intrekking van bepaalde handelingen op het gebied van diergezondheid en de

voorschriften in de hoofdstukken VI, IX en X van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels;

10° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

11° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021 : Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

12° Sanitel: het computerbestand van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels

13° GBCS : het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1 van het Waalse Landbouwwetboek;

14° voederareaal : het voederareaal bepaald overeenkomstig artikel 18, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw;

15. beslag : het beslag in de zin van artikel 2, § 2, 12°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels

16° rastype : vlees-, melk- of gemengd type, zoals bij de geboorte toegewezen aan runderachtigen;

17° productie-eenheid: de eenheid bedoeld in artikel D.3, 35°, van het Waalse Landbouwwetboek;

18° koe : het vrouwelijke rund dat reeds gekalfd heeft;

19° melkkoeien : koeien van het type melkras overeenkomstig artikel 17, tweede lid;

20° gemengde koeien: koeien van gemengd ras overeenkomstig artikel 14, tweede lid.

Art. 2. Op grond van artikel 33 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt aan actieve landbouwers gekoppelde inkomenssteun toegekend voor :

1° eiwithoudende gewassen;

2° vrouwelijke vleesrunderen ;

3° gemengde koeien ;

4° melkkoeien ;

5° schapen.

Art. 3. Landbouwers die steun aanvragen, dienen jaarlijks een aanvraag voor gekoppelde inkomenssteun in via de verzamelaanvraag als bedoeld in hoofdstuk 2 van deel 2 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023.

HOOFDSTUK 2. — *Gekoppelde inkomenssteun voor eiwihoudende gewassen*

Art. 4. Gekoppelde inkomenssteun wordt toegekend aan actieve landbouwers die een van de subsidiabele eiwihoudende gewassen hebben aangegeven.

De Minister bepaalt welke eiwihoudende gewassen voor steun in aanmerking komen.

Art. 5. Alleen landbouwarealen die voldoen aan de definitie van subsidiabele hectare als bedoeld in hoofdstuk 4 van deel 2 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023, gelegen op het grondgebied van het Waals Gewest, worden in aanmerking genomen om de steun te bepalen.

Gekoppelde inkomenssteun voor eiwihoudende gewassen wordt slechts toegekend voor ten minste een halve hectare subsidiabele grond per landbouwer.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 32, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 neemt de gekoppelde inkomenssteun voor eiwihoudende gewassen de vorm aan van een jaarlijkse betaling per subsidiabele hectare.

De Minister stelt het bedrag van de gekoppelde inkomenssteun voor eiwihoudende gewassen per subsidiabele hectare vast.

Om budgettaire redenen kan het steunbedrag worden aangepast binnen de door de Minister vastgestelde grenzen, overeenkomstig artikel 102, § 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

HOOFDSTUK 2. — *Gekoppelde inkomenssteun voor dieren*

Afdeling 1. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 7. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder een subsidiabel dier verstaan een dier :

1° dat voldoet aan de identificatie- en registratievoorschriften voor dieren gedurende de in artikel 8 vastgestelde aanhoudingsperiode;

2° dat door de landbouwer gedurende de in artikel 8 bepaalde aanhoudingsperiode wordt bijgehouden;

3° dat geïdentificeerd is door middel van administratieve controles of controles ter plaatse.

In afwijking van het eerste lid, 2°, voldoet een dier als bedoeld in de artikelen 2 tot en met 4 dat wordt vervangen door een ander dier als bedoeld in de artikelen 2 tot en met 4, aan de voorwaarde, bedoeld in het eerste lid, 2°, indien beide dieren gedurende de aanhoudingsperiode aaneengesloten worden gehouden.

Art. 8. De aanhoudingsperiode voor dieren loopt van 1 april tot en met 30 september.

Art. 9. Het maximumaantal dieren vermeld in de artikelen 12, § 3, 15, § 3, 18, § 3, et 22, § 3, is van toepassing op het niveau van de titularissen van de rechtspersonen, van de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van hun aandelen, van de verdeling van het gebruiksrecht of van hun inbreng in de activiteit van de partner overeenkomstig de voorwaarden voorgeschreven door deel 2, hoofdstuk 9, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 32, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 neemt de gekoppelde steun voor dieren de vorm aan van een jaarlijkse betaling per subsidiabel dier.

De minister stelt het steunbedrag vast voor elke bij hoofdstuk 3 vastgestelde gekoppelde inkomenssteun voor dieren.

Om budgettaire redenen kunnen de bedragen van de steun worden aangepast binnen de door de Minister vastgestelde grenzen, overeenkomstig artikel 102, § 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Deel 2 - Gekoppelde inkomenssteun voor vrouwelijke vleesrunderen

Art. 11. Gekoppelde inkomenssteun wordt toegekend aan actieve landbouwers die vrouwelijke vleesrunderen houden.

De Minister bepaalt welke rassen als vleesrunderen worden beschouwd en welke dieren van kruisingen in aanmerking komen voor steun voor vrouwelijke vleesrunderen.

Art. 12. § 1. Vrouwelijke vleesrunderen in de veestapel die correct zijn geïdentificeerd en getraceerd in Sanitel en waarvan het rassentype niet door de landbouwer is gewijzigd, komen in aanmerking voor gekoppelde inkomenssteun

§ 2. De gekoppelde inkomenssteun voor vrouwelijke vleesrunderen, zoals geregistreerd in Sanitel, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

1° het minimale dagelijkse aantal subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen, tussen achttien en honderdtwintig maanden oud, dat is waargenomen tijdens de aanhoudingsperiode ;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype, geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag, vermenigvuldigd met 1,33 ;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het jaar dat aan de aanvraag voorafgaat en 30 juni van het jaar van de aanvraag, vermenigvuldigd met 3.

§ 3. De gekoppelde inkomenssteun voor vrouwelijke vleesrunderen wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen per landbouwer.

De gekoppeld inkomenssteun voor vrouwelijke vleesrunderen wordt verleend voor maximum 145 subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen overeenkomstig artikel 9.

§ 4. In afwijking van de leden 2 en 3 wordt, wanneer de gemiddelde veebezetting van het bedrijf per hectare voederareaal hoger is dan de door de minister vastgestelde maximale veebezetting per hectare voederareaal, de steun toegekend voor het aantal vrouwelijke vleesrunderen, berekend in de volgende volgorde:

1° de vermenigvuldiging van het aantal vrouwelijke vleesrunderen bepaald in toepassing van de paragrafen 2 en 3, eerste lid, met de verhouding tussen de vastgestelde maximale veebezetting en de gemiddelde veebezetting van het bedrijf ;

2° toepassing van paragraaf 3, tweede lid, op het aantal vrouwelijke vleesrunderen bepaald onder 1°.

Voor de toepassing van lid 1 wordt de gemiddelde veebezetting berekend overeenkomstig artikel 28 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023.

De Minister bepaalt de maximale veebezetting per hectare voederareaal.

Art. 13. Onvermindert artikel 12, §§ 3 en 4, wordt het aantal dieren dat recht geeft op gekoppelde inkomenssteun voor vrouwelijke vleesrunderen, jaarlijks bepaald.

Afdeling 3. — Gekoppelde inkomenssteun voor gemengde koeien

Art. 14. Gekoppelde inkomenssteun wordt toegekend aan de actieve landbouwers die gemengde koeien houden.

De minister bepaalt welke rassen als gemengd worden beschouwd en welke dieren van kruisingen in aanmerking komen voor steun voor gemengde koeien.

Art. 15. § 1. Gemengde koeien in de veestapel die correct zijn geïdentificeerd en getraceerd in Sanitel en waarvan het rassentype niet door de landbouwer is gewijzigd, komen in aanmerking voor gekoppelde inkomenssteun

§ 2. De gekoppelde inkomenssteun voor gemengde koeien, zoals geregistreerd in Sanitel, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

1° het minimale dagelijkse aantal subsidiabele gemengde koeien dat tijdens de aanhoudingsperiode is waargenomen;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type en geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag ;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het jaar dat aan de aanvraag voorafgaat en 30 juni van het jaar van de aanvraag, vermenigvuldigd met 2.

§ 3. De gekoppeld inkomenssteun voor gemengde koeien wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele gemengde koeien per landbouwer.

De gekoppelde inkomenssteun voor gemengde koeien wordt verleend voor maximum 100 subsidiabele gemengde koeien per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen overeenkomstig artikel 9.

Art. 16. Onvermindert artikel 15, § 3, wordt het aantal dieren dat recht geeft op gekoppelde inkomenssteun voor gemengde koeien, jaarlijks bepaald.

Afdeling 4. — Gekoppelde inkomenssteun voor melkkoeien

Art. 17. Er wordt gekoppelde inkomenssteun verleend aan de landbouwers die melkkoeien houden.

De minister bepaalt welke rassen als melkkoeien worden beschouwd en welke dieren van kruisingen in aanmerking komen voor steun voor melkkoeien.

Art. 18. § 1. Melkkoeien in de veestapel die correct zijn geïdentificeerd en getraceerd in Sanitel en waarvan het rassentype niet door de landbouwer is gewijzigd, komen in aanmerking voor gekoppelde inkomenssteun

§ 2. De gekoppelde inkomenssteun voor melkkoeien, zoals geregistreerd in Sanitel, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

1° het minimale dagelijkse aantal subsidiabele melkkoeien dat tijdens de aanhoudingsperiode is waargenomen;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype en geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag ;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het jaar dat aan de aanvraag voorafgaat en 30 juni van het jaar van de aanvraag, vermenigvuldigd met 10.

§ 3. De gekoppeld inkomenssteun voor melkkoeien wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele melkkoeien per landbouwer.

De gekoppelde inkomenssteun voor melkkoeien wordt verleend voor maximum 50 subsidiabele melkkoeien per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen overeenkomstig artikel 9.

Art. 19. Onverminderd artikel 18, § 3, wordt het aantal dieren dat recht heeft op gekoppelde inkomenssteun voor melkkoeien, jaarlijks bepaald.

Afdeling 5. — Gekoppelde inkomenssteun voor schapen

Art. 20. Gekoppelde inkomenssteun wordt toegekend aan de actieve landbouwers die schapen houden.

Art. 21. Naast de in artikel 7 bedoelde voorwaarden is een schaap subsidiabel als het in de verzamelaanvraag wordt aangegeven.

Art. 22. § 1. De schapen in de veestapel komen in aanmerking voor gekoppelde inkomenssteun.

De landbouwer levert op verzoek van het betaalorgaan het bewijs dat de schapen gedurende de aanhoudingsperiode zijn gehouden door middel van de door de administratie beschikbaar gestelde geautomatiseerde registratieapplicatie voor dieren.

De termijnen voor het invoeren van schapen in de geautomatiseerde toepassing worden door de minister vastgesteld.

§ 2. De gekoppelde inkomenssteun voor schapen wordt bepaald door het minimaal aantal subsidiabele schapen dat dagelijks gedurende de aanhoudingsperiode wordt gehouden.

§ 3. De gekoppeld inkomenssteun voor schapen wordt slechts verleend voor minimum 30 subsidiabele schapen per landbouwer.

De gekoppelde inkomenssteun voor schapen wordt verleend voor maximum 400 subsidiabele schapen per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen overeenkomstig artikel 9.

Art. 23. Onverminderd artikel 22, § 3, wordt het aantal schapen waarvoor een gekoppeld inkomenssteun voor schapen kan worden verleend, jaarlijks bepaald.

In geen geval wordt gekoppelde steun voor schapen toegekend voor meer dan het in de verzamelaanvraag vermelde aantal schapen.

Indien het in de verzamelaanvraag aangegeven aantal schapen groter is dan het aantal subsidiabele schapen als gevolg van administratieve controles of controles ter plaatse, wordt het bedrag van de gekoppelde inkomenssteun voor schapen berekend op basis van het aantal subsidiabele schapen.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 24. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 december 2015 en 2 februari 2017;

Het ministerieel besluit van 7 mei 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 december 2015, 2 februari 2017 en 27 november 2017.

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 26. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS